

**Australie - Climat - Discours de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, à
l'Université de Nouvelle-Galles du
Sud**
(Sydney, 01 mars 2017)

Madame et Messieurs les Conférenciers,

Chers Élèves de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud,

Chers Élèves du Lycée Condorcet,

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Je remercie l'Université de Nouvelle-Galles du Sud d'accueillir cette initiative franco-australienne particulièrement stimulante. Nous allons inaugurer ensemble les Conversations franco-australiennes - quelle belle formule ! - un cycle de conférences organisé par notre ambassade en partenariat avec le média en ligne The Conversation et qui donne la parole à des universitaires de nos deux pays sur les grands sujets d'actualité.

Vous m'avez demandé d'ouvrir cette série de débats publics. J'ai choisi de vous parler de l'avenir de notre planète. L'avenir de la planète, c'est l'avenir de l'humanité, mais c'est aussi le présent à travers notre capacité à adapter nos modes de vie aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Deux grands défis menacent : le changement climatique et la crise de la biodiversité, parce que cette crise voit disparaître les espèces animales.

Le climat et l'environnement occupent une place croissante dans notre partenariat franco-australien. Dès 1991, nos deux pays proposaient ensemble un Protocole au traité sur l'Antarctique pour y introduire l'obligation de protection de l'environnement. Nous étions précurseurs. Aujourd'hui, nos deux pays soutiennent de nombreuses initiatives internationales, que ce soit en matière agricole ou de prévention des catastrophes naturelles ou dans la lutte contre les sacs plastiques. Au cours de la COP22, nous avons signé à Marrakech, une déclaration franco-australienne sur la protection des coraux. Et l'Australie assure pour la deuxième année consécutive la co-présidence du Fonds vert, un fonds auquel la France va contribuer, pour participer à la lutte contre le réchauffement climatique.

La France, vous le savez, a été le pays organisateur de la COP21, qui a permis l'Accord de Paris. C'est une fierté, une fierté que nous partageons avec tous les pays qui ont activement contribué à ce succès et ils ont été nombreux. Mais c'est aussi une responsabilité commune. Car le changement climatique est un défi global. Au Nord comme au Sud, les effets néfastes du changement climatique se font sentir et nous sommes à la fois victimes et responsables de ce problème. L'an dernier, les catastrophes naturelles ont tué 8.700 personnes dans le monde et ont causé des dégâts d'un montant estimé à 175 milliards de dollars. Depuis trois ans, chaque année qui passe bat un nouveau record historique de température. 2016 a été l'année la plus chaude depuis 1880.

Le changement climatique, multiplicateur de menaces et de fragilités, contribue aussi à de nouvelles crises humanitaires. Les sécheresses provoquent des crises alimentaires ou d'accès à l'eau potable. Ces crises provoquent des émeutes de la faim. Ces émeutes conduisent à la déstabilisation de régions entières et à des déplacements massifs de populations. Plus d'un milliard de personnes, principalement en Asie, vivent sur des côtes exposées à la montée du niveau des océans.

L'Australie souffre de ces phénomènes climatiques : 90% de vos concitoyens vivant dans les zones rurales de votre pays affirment que leurs vies en sont affectées. Mais ce sont les pays pauvres et en développement, et en premier lieu les femmes de ces pays, qui subissent les plus lourdes conséquences du dérèglement climatique. Je pense évidemment à nos voisins insulaires du Pacifique. Comment ne pas évoquer la violence des cyclones Pam et Winston qui ont durement frappé le Vanuatu et les Fidji ces deux dernières années ? Le réchauffement climatique, ils le vivent concrètement, mais en est-on conscients en Europe ?

Face à ce défi global, une réponse globale est nécessaire. C'est pour cette raison que la communauté internationale s'est réunie à Paris en décembre 2015 pour la COP21.

Ce traité est menacé aujourd'hui. Mais l'on ne peut pas répondre à ce défi global qu'est le réchauffement climatique par des deals ; il faut une réponse globale.

L'Accord de Paris, c'est un traité international, un accord ambitieux. Son objectif est de contenir la hausse des températures bien en deçà de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de s'efforcer de la limiter à 1,5°C, ce qui suppose une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre dans le monde pour parvenir à la neutralité des émissions dans la deuxième moitié du siècle. Cet objectif d'atténuation se combine à des objectifs pour l'adaptation des sociétés et des économies des pays en développement aux effets du changement climatique.

Ambitieux, l'Accord de Paris est également inclusif, à travers des coalitions d'États, d'autorités locales. J'ai été maire pendant longtemps et je sais qu'au niveau local, on peut impulser des changements comme la mise en place de transports en commun et vous le faites ici en Australie, entre le gouvernement fédéral et les États, lorsque vous agissez ensemble ou encore lorsqu'un État montre l'exemple.

Les entreprises aussi sont en mesure de faire changer les choses, de même que la société civile,

avec la participation des gens qui s'engagent concrètement dans cette nouvelle révolution énergétique et industrielle vers une économie bas-carbone. Cette dynamique crée des nouveaux espaces de démocratie, fondés sur la participation des citoyens.

Enfin, l'Accord de Paris est flexible. Il permet à chaque pays de choisir de quelle façon contribuer à la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre. Chaque pays doit toutefois respecter de manière transparente ses engagements et s'engage à les réviser à la hausse tous les cinq ans au moins, à la lumière de l'effort collectif. C'est là le coeur de l'accord et la clé la plus contraignante de son ambition partagée.

À ce jour, 129 pays, dont la France et l'Australie, ont ratifié l'accord. Ils représentent plus de 80% des émissions globales de gaz à effet de serre. L'accord est entré en vigueur moins d'un an après son adoption, alors que le Protocole de Kyoto, adopté en 1997, n'était entré en vigueur que huit ans après ! C'est l'effet d'une prise de conscience des dirigeants politiques, des entreprises, des ONG, des populations. Tous ont apporté leurs contributions et ils ont ainsi permis à l'Accord de Paris d'avoir un impact plus fort. Les citoyens qui se sont engagés en sont maintenant les garants.

L'urgence est désormais à la mise en oeuvre concrète de cet accord, sur le terrain. Car le temps joue contre nous. Beaucoup de pays sont, heureusement, mobilisés. La Chine, par exemple : lorsqu'on va en Chine, il est impressionnant de voir les investissements faits. La Chine prévoit d'investir 360 milliards de dollars d'ici 2020 dans le développement des énergies renouvelables, mais c'est une question vitale pour la Chine : pour freiner le départ des expatriés qui partent pour des raisons de santé, pour sa propre population et aussi pour l'avenir de son économie. L'Inde ambitionne de générer 53% de son électricité à partir de sources renouvelables, parmi lesquelles l'hydraulique, d'ici à 2027. Les régions et les villes participent à ce mouvement global de transition énergétique. New York a notamment annoncé la construction d'un parc éolien en mer de 2 400 mégawatts pour remplacer une ancienne centrale électrique. C'est un exemple mais il y en a beaucoup d'autres.

Je n'oublie pas les initiatives de plusieurs États ici, en Australie, un pays dont le charbon - entre autres matières premières - a fait la richesse, mais dont les conditions géographiques uniques permettent d'engager des solutions innovantes de transition énergétique. Car qui dit climat dit énergie. Nos choix énergétiques ont modelé les grandes phases de l'histoire humaine. À Paris, le monde a décidé de délaisser les énergies fossiles. C'est aussi une décision économiquement rationnelle. Depuis 2013, les coûts d'installation des énergies renouvelables sont plus faibles que celles des énergies fossiles. Pourtant, ces dernières bénéficient de plus de 500 milliards de subventions directes par an, que le G20 - cette instance de régulation internationale qu'il faut maintenir - s'est engagé à éliminer. Les énergies renouvelables favorisent l'innovation de nos économies et créent plus d'emplois que les économies traditionnelles. Aux États-Unis, leur secteur emploie déjà deux fois plus de personnes que celui des énergies fossiles.

Nous pouvons gagner ce combat, parfois contre nous-mêmes. Le film «Demain» qui accompagnera vos échanges montre que nous pouvons tous être acteur du changement, même individuellement. La lutte contre le changement climatique est un combat démocratique. Les actions individuelles sont comme les bulletins de vote : seules, elles semblent vouées à l'impuissance, mais quand un mouvement se met en marche, quand nous croyons à la

démocratie, alors, ensemble, elles donnent un sens nouveau à nos sociétés.

Cela ne doit pas exonérer les gouvernements nationaux d'assumer leurs responsabilités. La France s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030, comme l'a fait l'Union européenne dans son ensemble. La France et l'Europe agissent également pour réorienter les flux financiers vers l'économie bas-carbone, qui est l'un des grands objectifs de l'Accord de Paris. Des taxes ou des marchés carbone sont mises en place dans de nombreux pays, avec, notamment, le déploiement cette année d'un marché carbone en Chine. Nous venons aussi de lancer en France notre première obligation d'État verte, d'un montant de 7 milliards d'euros. C'est un nouvel outil qui financera la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et la lutte contre la pollution.

La France et l'Australie sont partenaires dans l'Agenda de l'action et soutiennent ensemble plusieurs initiatives. Je pense à la Mission Innovation, qui vise à doubler les investissements publics sur la recherche et le développement des énergies propres. Je pense aussi à l'initiative 4 pour 1000, qui promeut les bonnes pratiques dans l'agriculture pour renforcer le stockage de carbone dans les sols, ou encore à l'initiative CREWS, qui vise à établir des systèmes d'alerte précoce aux catastrophes climatiques dans les pays les plus vulnérables. Ensemble, la France et l'Australie apportent 13 millions d'euros de contributions directes à cette initiative.

Ces engagements sont encourageants. Une dynamique est en route, même s'il y a parfois des freins, des discours populistes, démagogiques qui prétendent que ce réchauffement climatique n'existe pas, que ces spécialistes se sont auto-proclamés, qu'il y a même une théorie du complot. Certains sont tentés de freiner cette dynamique, ou pire, de revenir en arrière. Nous le voyons en ce moment-même aux États-Unis où cette menace de rompre cet engagement suite à l'élection d'un nouveau président. Ces discours nous inquiètent. Il faut rester vigilant, c'est notre devoir. À nous de convaincre les moins engagés que la participation à cette lutte est dans leur intérêt. Il nous faut continuer à travailler avec la société civile, les États mobilisés et les entreprises américaines qui ont compris qu'elles gagneront à accomplir des efforts supplémentaires. Il faut consolider, enfin, notre alliance pour la planète avec tous ceux qui partagent notre conscience de l'urgence, de la Chine et de l'Inde jusqu'à l'Afrique, pour faire le saut vers l'énergie propre, et aux États insulaires du Pacifique, qui doivent toujours être au coeur de nos préoccupations.

À nous, Français et Australiens, à nous tous réunis aujourd'hui, décideurs politiques, experts, universitaires, journalistes et jeunes générations, de faire de l'ambition d'un monde meilleur une réalité. Tout cela dépend de nous, de vous, de nous tous. Je souhaite la plus grande réussite à ces «Conversations» : il faut parler ensemble !

Je vous remercie./.